

Le Patrimoine, ça change quoi?

L'hon. Serge Joyal

Permettez-moi d'abord de remercier bien chaleureusement Madame le professeur Lucie K. Morisset, également le professeur Luc Noppen pour leur invitation à vous faire part de quelques réflexions personnelles après plus de cinquante ans d'engagement public à lutter pour la défense et la mise en valeur du patrimoine bâti, naturel et du patrimoine intangible que sont nos manières de vivre.

Contrairement au repos du guerrier qu'on pourrait attendre d'un vétéran de toutes ces campagnes, je ne souffre pas d'épuisement psychologique, le cœur y est plus que jamais et, en fait, je n'ai jamais autant ressenti l'urgence d'intervenir à chaque occasion pour pousser sur un char qui menace encore et plus d'enlèvement, sinon de disparition définitive.

L'air de notre temps n'est pas à la mémoire historique. La technologie contemporaine a effacé le besoin de se souvenir pour le remplacer par la facilité de l'accès au virtuel. Elle a dématérialisé le physique, le tactile, au profit d'un accès illimité à tous les mondes sans frontières ni temporalité. L'espace/temps qui déterminait l'histoire a pris une dimension infinie et replacé l'individu au centre d'un univers où domine le présent comme seule finalité digne d'efforts et d'attention. L'air du temps n'est donc pas du côté du patrimoine, qui par nature réfère à une empreinte du passé. Même en certains milieux, vaut mieux laisser le passé au passé et vivons que diable! C'est Horace qui avait raison il y a deux mille

ans : *Carpe diem* – Jouissons du jour présent, sans se soucier du lendemain! Il n’y a que le jour d’aujourd’hui qui importe. Cette culture du présentisme est aux antipodes du besoin de conservation et de distance critique. La vie des nouveaux gadgets électroniques, toujours plus attirants les uns que les autres, est bien éphémère : tout est fabriqué pour ne pas durer, et l’individu n’a cure de se soucier de ce qui a été, puisque ce qui compte c’est l’onanisme du moment présent.

Nous sommes donc, vous et moi, aux yeux des créateurs de tendances du jour, ces nouveaux gourous de la société contemporaine, une assemblée de dinosaures, une espèce presque rare, en voie d’extinction, plutôt marginale, sans prise ou pertinence réelle sur ce qui mobilise les masses. Au mieux, nous sommes une élite peu dérangeante confinée sur les rayons des livres rares dans des salles obscures.

Les pouvoirs publics, un peu démagogues, le savent bien : leurs priorités se concentrent sur le divertissement et les compétitions sportives, sur tous les spectacles qui vous font rire sans fin ou encore ceux où des athlètes brisent tous les records même si on apprend par après que certains se sont dopés à notre insu.

Cette culture de l’éphémère, du présent, de la fête perpétuelle, de l’individualisme, a une influence insidieuse sur les choix faits par les différents gouvernements lors de l’appel des marchés publics.

On ne construit plus pour l’avenir, « pour cent ans » comme on le disait autrefois, on privilégie plutôt la formule « batarde » des PPP, ces marchés publics/privés où domine d’abord le profit des financiers aux dépens de la création architecturale et

de la durée d'un bâti qui marquera son temps. L'exemple des nouveaux édifices du CHUM, tout près d'ici au centre-ville, est d'une insignifiance architecturale absolue. Dans cinquante ans on s'empressera de les démolir parce qu'ils présenteront des signes précoces de vieillissement accéléré, tout comme le fissuré Pont Champlain, construit « cheap » et inauguré en 1962, qui a dû être rafistolé d'urgence il y a quatre ans avec des câbles et poutres de fortune, sorte de prothèses sur des membres décatis. On n'a pas jugé de faire mieux que de s'empresser à répéter la même erreur et de choisir un autre projet en PPP le moins cher, sans esthétique originale ni véritable signature architecturale. Dans moins de cinquante ans ce sera à recommencer et on lèguera à la prochaine génération des ruines appréhendées.

Pourtant les exemples de ponts emblématiques ne manquent pas : Le fameux Viaduc de Millau en France inauguré en 2004, ou encore le magnifique pont-tunnel à Boston en 2007.

Ici à Montréal, au Québec, au Canada, on n'investit pas dans l'architecture de qualité. On ne considère pas que l'architecte soit un humaniste et un philosophe qui, pour concevoir et réaliser une construction harmonieuse, esthétique et utile, doive être savant dans de nombreuses branches de connaissance humaine. Pourtant, l'art de bâtir est un art prométhéen par excellence et il est parmi les plus nobles activités de l'homme.

Cette appréciation du travail de création n'est pas une considération valable pour les pouvoirs publics d'ici. On s'applique plutôt en fait à éviter de « faire » du patrimoine. Pourquoi construire des équipements publics, ou des ensembles immobiliers qu'on serait par la suite obligé de conserver; ne vaut-il pas mieux, en

fait, investir le moins possible dans le durable et le caractère esthétique des édifices pour éviter d'être pris par la suite à les restaurer et à les conserver? C'est un peu tordu comme réflexion, mais il faut bien tirer une conclusion de cette irresponsabilité.

Parcourez ce nouveau quartier du Griffintown, tout en bas, et vous pourrez observer combien toutes ces tours à condos exploitent au maximum l'emprise jusqu'aux trottoirs et pourrez deviser sur combien de poulets on réussira à encager dans ces usines à dormir! Les développeurs sont rois et maîtres, ils vous promettent une vue imprenable... sur le mur voisin d'un édifice tout aussi insipide, et la ville y trouve son écot puisque l'assise foncière fiscale produit un maximum de taxes.

Je le redis : ici on ne crée plus de patrimoine pour l'avenir, c'est exclu des considérations publiques. On préfère plutôt laisser libre cours à la spéculation et au développement tout azimut. La formule est bien connue : un promoteur s'amène, achète un terrain bâti, requiert un permis de démolition en faisant miroiter un projet d'investissement mirobolant qui rapportera gros à la ville puis l'annonce dans les journaux, à grand renfort de fanfare publicitaire; nos édiles sont toutes heureuses, le développement économique est en marche... On démolit, on plante une pancarte, et on attend, on attend, et on attend... Le terrain est vacant, et restera vacant longtemps, prendra d'autant plus de valeur dans dix ou vingt ans : c'est le « pattern » de l'aventure de la démolition de la Maison Redpath, autorisée il y a deux ans et où la pancarte « à vendre » est bien visible avenue du Musée; ou encore celui de la Maison Louis-Hyppolite Lafontaine, comme un navire échoué, rouillé et rongé par les moisissures. Le permis de

démolir l'îlot Overdale a été émis en 1989! Il y a 27 ans... La Maison classée a vu son intérieur vandalisé parce que non protégée par le classement de la ville et elle tient là depuis comme une verrue sur un visage botoxé! Tout autour deux tours s'élèvent, et son importance historique est noyée dans l'indifférence absolue, sans émouvoir le moins du monde. Il n'est pas plus certain qu'elle sera jamais intégrée par la ville dans un circuit historique mettant en valeur le rôle unique de capitale politique du Canada que Montréal a été au XIX^e siècle. Ce serait là une réalisation tangible qui illustrerait au mieux que Montréal valorise son patrimoine et son histoire par-delà une attitude qui vise toujours à réagir plutôt qu'à prendre l'initiative. Croyez-vous vraiment que cette préoccupation fait partie des aspects de Montréal à célébrer lors du 375^e anniversaire?

Parce que c'est bien d'ignorance et de reniement dont il s'agit, et surtout d'une incapacité chronique à développer une vision de nous-même, respectueuse de qui nous sommes et de ce que nous représentons comme société, comme valeurs et disons-le aussi, sans fausse pudeur, comme idéal, tout court!

Montréal est un lieu habité depuis au moins 2000 ans! Jacques Cartier qui s'y rendit en 1535 y fut accueilli par une peuplade d'Iroquoiens sur le Mont Royal qu'il nomma ainsi en l'honneur du roi de France, François I^{er}. Le lieu fut colonisé en 1642, un siècle plus tard, par un groupe de dévots motivés par la mystique d'implanter la foi de la Contre-Réforme en terre sauvage. La bourgade religieuse se mua rapidement en poste de traite et de négoce et devint aussitôt la porte d'entrée de l'exploitation du commerce des pelleteries vers les pays d'en haut. En 1701, on y signa une paix durable avec 39 chefs de nations autochtones, ce qui garantit le développement accéléré de la petite agglomération.

Montréal allait rapidement devenir le centre de toutes les activités d'un pays en rapide expansion; c'est ici que la vie religieuse prospéra de façon exponentielle en édifices conventuels, collèges, chapelles et églises que Mark Twain décrivit en 1881 comme la « ville aux cent clochers ».

Nous sommes ici rassemblés dans un couvent qui devait être démoli en 1976 lorsque les Sœurs Grises voulurent le vendre à VALORINVEST, une société d'investissement d'origine suisse qui voulait construire deux tours d'habitation sur le site et conserver le toit de la chapelle, et le clocher, comme patio servant à relier le complexe! On s'est battu à l'époque contre les religieuses et la ville qui avait approuvé le projet, et c'est ce qui fait que nous sommes ici aujourd'hui dans un lieu de haut savoir.

Montréal, au XIX^e siècle, devint le siège et la capitale du Canada Uni en 1841. C'est ici que les deux communautés linguistiques firent l'expérience d'une cohabitation à l'intérieur d'un même Parlement, et dans des institutions communes aux deux groupes, ouvrant la porte à la confédération du pays dont on célébrera les 150 ans d'existence l'an prochain. Louis-Hyppolite Lafontaine était l'un de ces chefs politiques visionnaires et c'est sa résidence qu'on essaie depuis 25 ans d'extirper de l'oubli et de l'abandon.

Montréal était également à l'époque la capitale judiciaire du pays; s'y côtoyaient les deux traditions juridiques du Canada, la Common Law et le Droit Civil, les deux s'exprimant à la fois en anglais et en français dans un palais de justice qui était le plus imposant, et maintenant le plus ancien du pays mais que la ville tarde maintenant à retourner à sa fonction première, occupé qu'il est par quelques

grappes de fonctionnaires, dit-on du service des finances, et qu'on ne saurait pas trop bien où loger...

Montréal devint au même moment la capitale financière et économique d'un Canada appelé à s'étendre de l'Atlantique au Pacifique : banques, maisons de commerce, sièges de compagnies d'assurance, de courtage, maison de la Bourse, quartier bourgeois cossu des millionnaires du « mille carré doré », ces témoins de l'histoire d'un âge d'or qui ne sont pas à l'abri de la spéculation, voire de la démolition puisqu'ici, au-delà des limites du Vieux-Montréal (le périmètre délimité par les murs d'enceinte de l'ancienne ville fortifiée, aujourd'hui démolie) il n'y a pas de « secteur sauvegardé », au sens où l'entendait la *Loi Malraux* de 1962, c'est à dire des zones urbaines soumises à des règles particulières en raison de leur « caractère historique, esthétique ou de nature à justifier la conservation, la restauration et la mise en valeur de tout ou partie d'un ensemble d'immeubles, bâtis ou non ».

En fait, ce qui manque ici c'est une réelle vision et appréciation de l'histoire de la ville, de ce qu'elle a été et de ce qu'elle peut devenir. Malraux invitait les décideurs de son temps, et ceux à venir, à considérer la sauvegarde comme une source imaginaire féconde. Il écrivait : « Dans notre civilisation, l'avenir ne s'oppose pas au passé, il le ressuscite ». Mais pour assumer ce défi de développement, encore faut-il avoir, comme l'écrivait Montaigne, « la science du doute », c'est-à-dire encore faut-il vouloir situer son action de décideur public dans le temps. Ce qui est peu le cas des politiciens qui nous gouvernent, eux qui excellent surtout à se mettre en scène... dans des scénarios de leur propre invention!

Comme le démontre la science politique, il y a deux types de politiciens : les « transformationnistes » d'un côté, ceux qui influent sur l'évolution des sociétés en prenant les décisions d'initier des changements qui auront des effets sensibles et bénéfiques à moyen et long terme pour les générations futures; et les politiciens « transactionnistes », les autres, la masse, les gestionnaires du quotidien, qui se contentent de gérer au jour le jour, d'occuper l'espace en étant bruyants mais dont le sillage ne révèle rien d'une vision qui dure. C'est aux premiers qu'il faut faire appel. Ce sont eux qui peuvent comprendre ce qu'est le patrimoine, parce que finalement qu'est-ce que le patrimoine, sinon notre empreinte sur l'humanité.

Depuis la découverte des peintures et des gravures de la grotte de Lascaux en 1940 dont l'âge est estimé à 17-18 000 ans, et celles de la grotte du Pont d'Arc en 1994 qui elles remontraient jusqu'à 35-37 000 ans, la civilisation s'est intéressée à interpréter la diversité humaine dans ses cultures, ses langues, ses monuments, son histoire.

L'*Homo sapiens* laisse des marques dans l'espace/temps qui traduisent son imaginaire, sa recherche de sens, comment il s'adapte à son temps, et inscrit dans son environnement habité l'empreinte de sa marque. Le patrimoine bâti et le patrimoine immatériel sont les deux expressions de la définition de son adaptation dans ce monde et de son vouloir vivre en commun en mettant à profit les ressources de son intelligence et en s'adaptant aux contraintes qui lui échappent en partie. Le patrimoine est ce qui nous permet de comprendre comment l'esprit humain s'est adapté à son temps et quels témoins de sa mémoire sont porteurs de sens pour notre effort d'adaptation aux défis

contemporains. C'est ce qui nous situe dans le temps de la civilisation où nous vivons et qui inspire nos choix, stimule notre créativité et situe notre expérience de vie dans le continuum de l'humanité. Le moteur des civilisations reste, à l'évidence, la culture, c'est-à-dire l'application de l'intelligence à la création et aux manifestations du potentiel infini du génie de l'homme.

Alors donc le thème de vos journées de réflexion et d'échange pose la question « Le patrimoine, qu'est-ce ça change... ? » Nous comptons bien sur vous pour y répondre, parce que notre société en a grand besoin.

Notre monde est en pleine transformation, et ses repères sont devenus bien clairs et peu visibles. Même plus, nous ne semblons pas avoir appris ou retenu de grandes leçons des destructions bêtes et du vandalisme d'un passé pas si lointain, sinon d'un présent toujours d'actualité.

Les maires ne sont pas les mieux placés pour protéger absolument les valeurs et enjeux culturels véhiculés par la mise en valeur du patrimoine : otages qu'ils sont des promoteurs, quand ce n'est pas de leur ignorance ou de leur insensibilité à cette dimension de la culture commune, ils n'agiront bien souvent que lorsque quelques citoyens opiniâtres ou plus connus mettront leur réputation publique dans la balance pour infléchir une décision injustifiée d'autoriser une démolition, quand ce n'est pas carrément de déclasser tout simplement un édifice pour faciliter sa disparition. Les exemples récents de l'église Notre-Dame-de-Fatima à Jonquière, de Saint-Gérard-Majella à Saint-Jean-sur-Richelieu, de Saint-Columba à Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce ou encore de la conservation de l'îlot Tourigny à Magog, le rappellent, tout comme en janvier dernier la démolition du Centre d'internement des services fédéraux d'immigration pendant la guerre, ou

encore de cette grande usine de munitions dans le quartier Chabanel où des milliers de femmes se sont acharnées pendant la deuxième guerre mondiale à soulever des millions d'obus, pour laisser place à une aire de stationnement ou de service, sans que l'on se soit senti obligé de réfléchir s'il n'y avait pas une alternative d'occupation plus en lien avec un bâtiment qui était loin de menacer ruine.

Le cas de la démolition de l'église de Pierreville (1845), une petite communauté rurale de 2200 habitants du centre du Québec initiée par la ville même, et rapportée cette semaine dans les médias est une illustration déplorable de cette attitude d'abandon des responsables publics.

On ne se sent pas le moins du monde concerné ou obligé de faire un effort de réflexion pour évaluer si des options plus en lien avec la mise en valeur de notre histoire n'existeraient pas. Tout comme la destruction éventuelle à Montréal d'une partie de l'édifice du *New City Gas* n'émeut ni ne préoccupe quiconque, vu le « glamour » du projet de Réseau Électrique Métropolitain... on n'arrête pas le progrès nous dira-ton! C'était le même argument qui avait été servi en 1978 par Transport Québec quand on a voulu élargir la rue Notre-Dame à Montréal et démolir l'ancienne Prison des Patriotes de 1837. Qui peut en effet arrêter la voirie et refuser de faciliter l'accès au centre-ville de Montréal? Pourtant des citoyens ont réussi, à l'époque, à stopper cette destruction stupide.

La mobilisation des groupes de citoyens reste encore, par défaut, le seul outil en alerte pour stopper les dérapages les plus criants sinon les plus scandaleux : l'avenir de la Maison Alcan, l'aventure du réaménagement du Square Viger au centre-ville, c'était il n'y a pas si longtemps, et en témoignent bien fort si on avait

encore un doute. Quant à la maison Sauvé à Saint-Eustache, la maison Boileau à Chambly ou la maison du gardien du cimetière à Gatineau, elles étaient condamnées par leur ville respective n'eut été de la lutte opiniâtre menée par des citoyens entêtés.

Vivement les audiences du Comité Courchesne-Corbeau pour réviser les politiques inadéquates de protection du Patrimoine dans le cadre plus général de la modernisation de la politique culturelle du gouvernement du Québec, initiée par la ministre David l'an dernier.

Permettez-moi d'être bien clair : il ne saurait être acceptable d'affaiblir, réduire, diminuer ou diluer les responsabilités du ministre des affaires culturelles en matière de protection du patrimoine en faveur des villes, métropole, capitale nationale ou pas, sans une révision et une transformation en profondeur des organes municipaux de protection qui sont présentement trop vulnérables ou susceptibles d'influence par le pouvoir politique, sans qu'il n'existe une sorte de contrôle administratif quasi-judiciaire et, d'autre part, des instances réelles de consultations publiques, et d'obligations de recherches objectives d'options de rechange qui favorisent la mise en valeur du bâti ou des sites, et sans une révision et une définition des normes architecturales qui nous épargnent de la banalité aveuglante, de la pauvreté abyssale des matériaux et de l'anonymat triste, gris et déprimant d'une architecture trop semblable à celle d'une certaine ère soviétique, de mauvaise mémoire.

Le gouvernement du Québec ne peut pas abdiquer ses responsabilités de sauvegarde et de protection du bien commun. Il y a trop d'exemples où il a fallu appeler à l'aide et au secours à Québec pour croire que le régime s'amendera si

on lui laisse tout l'espace. Ce serait suicidaire de se lancer ainsi tête baissée dans un transfert de responsabilité à l'égard du patrimoine dont l'histoire passée et même récente nous rappelle les souvenirs les moins glorieux.

Vous m'excuserez, mais on a déjà été bien brulé... et diminuer les recours auprès du ministre des affaires culturelles pour intervenir en dernier ressort pour renverser des décisions malheureuses ou prendre des initiatives opportunes serait prendre un risque irréfléchi et compromettre l'avenir de notre société.

Pourtant, les exemples où la mise en valeur du patrimoine a contribué au resserrement du tissu urbain, à la valorisation du vouloir vivre en commun, à la formation des jalons qui permettent à de nouveaux arrivants de mieux appréhender leur société d'adoption, sont nombreux et éloquents.

Montréal n'a pas encore fait et complété ce véritable virage. Et c'est ce que l'on peut espérer de vos assises : qu'elles contribuent à sensibiliser nos responsables politiques, et décideurs, qu'une ville qui a des assises historiques aussi lointaines dans le temps, qui a été la capitale politique, religieuse et économique du Canada représente pour eux une occasion unique de faire des choix clairs, de développer une volonté publique, les outils administratifs et une véritable politique de patrimoine fondée sur la mise en valeur de son histoire unique, et pour se faire d'y associer les citoyens à la détermination des choix à faire dans le respect de la connaissance de leurs racines séculaires. Il ne s'agit donc pas de figer le passé mais de le réactualiser pour qu'il prenne toute sa place dans notre société contemporaine et demeure porteur du sens de notre aventure humaine.

Mes propos vous auront probablement paru quelque peu Canado sinon Montréal-centriste. Il est vrai qu'on appréhende plus facilement l'univers plus

large à partir de son expérience de vie dans le milieu immédiat où son quotidien prend racine, et où l'échelle apparaît à portée d'atteinte. Mais vous saurez reconnaître dans cette expérience les enjeux et les multiples préoccupations qui seront les vôtres au cours de ces assises, et non les moindres : le patrimoine pris en otage dans les conflits au Moyen-Orient; les atrocités culturelles en prime aux exactions physiques, à la cruauté et à la barbarie; tout comme la destruction des chefs d'œuvre de l'humanité, comme autrefois dans l'Antiquité l'autodafé de la bibliothèque d'Alexandrie ou encore lors de la Première guerre mondiale, l'incendie de la bibliothèque de l'Université de Louvain, dans le but avoué d'effacer la mémoire des siècles, et nier l'existence de la valeur de ce que l'homme a été. C'est ce qui est en cause quand on laisse le patrimoine aller à vau-l'eau.

Je le soulignais au début, votre action, vos préoccupations, nos engagements se situent dans le temps. Ils échappent d'une certaine manière aux contingences du présent. Ils nous survivront, au-delà des leaders du jour quand la perspective du temps aura reconnu ce qu'il y avait de pérenne, d'original et de visionnaire dans les efforts mis à préserver et à mettre en valeur les multiples visages et signes tangibles de notre humanité.

Pour cet effort fourni qui interroge au mieux les ressources innombrables de l'esprit humain, puissiez-vous être assurés de ma reconnaissance la plus vive.